

Ils avaient interrogé Jacques Chirac

Cinq ans après les émeutes en banlieue, des lecteurs du « Parisien » reçus par le président de la République, le 11 décembre 2005, reprennent la parole.

« Développer les CV audiovisuels »



(LP/OLIVIER ARANDEL)

NORDINE NACHITE ● 51 ans, chef d'entreprise, aujourd'hui élu UMP à Creil

Question posée en 2005 : « Peut-on apprendre aux jeunes à se présenter à un entretien ? »

■ Impliqué auprès des jeunes des cités à travers son association J'aime ma banlieue, Nordine Nachite critique le CV anonyme, en vogue pour lutter contre les discriminations. « C'est à bannir, estime-t-il. On donne de l'espoir à des jeunes qui s'avèrent déçus après leur rencontre avec les recruteurs. Il faut au contraire développer les CV audiovisuels remis sur des clés USB. Les candidats ont de 45 secondes à une minute pour convaincre. Ils doivent se mettre en valeur tout en étant identifiés. Ces CV pourraient être aussi consultables sur des banques de données des missions locales ou de Pôle emploi. » Comme il nous le laissait entendre en 2005, Nordine Nachite reste convaincu que la réussite des jeunes de banlieue passe par leur capacité à passer un entretien d'embauche. « Beaucoup ont des connaissances, mais se présentent n'importe comment ou arrivent en retard à leur rendez-vous. Il leur manque le savoir-être. Et il faut leur apprendre. Car l'emploi est la plus belle insertion sociale que l'on peut avoir », rappelle-t-il. Nordine Nachite, qui dirige trois salles de sport, est devenu élu d'opposition UMP à Creil, en 2008. C.G.

« Ces emplois aidés ont été maintenus »

JEAN-MARIE BALLO ● 56 ans, président d'association, Les Ulis (91)



(LP/L.C.)

Question posée en 2005 : « Que vont devenir les médiateurs qui aident les familles à s'intégrer ? »

■ Depuis 2001, l'association Nouveaux Pas oriente les familles immigrées des Ulis, donne des cours d'alphabétisation, les aide dans leurs démarches. Elle fonctionne grâce à trois adultes relais financés à 80 % par l'Etat. A l'époque, ces emplois devaient disparaître en 2008. « Le président Chirac s'était engagé à les pérenniser, et ils ont été maintenus », se réjouit Jean-Marie Ballo, président de l'association. Même si un 4^e contrat lui a été refusé par la préfecture.

Faute de moyens, ces contrats se raréfient. Jean-Marie Ballo en est d'autant plus inquiet : « La situation dans les banlieues a empiré, tout est à faire. Nous sommes de plus en plus sollicités, la fracture sociale dont parlait Jacques Chirac est abyssale. » Il s'alarme surtout du communautarisme, favorisé par le chômage et la précarité : « Dans la difficulté, les familles se tournent vers leur réseau. On voit également la montée des religions. Tout cela remet en cause, au final, l'intégration. » L.C.

« Il faudrait ouvrir des classes »

MARIA VERDEGUEZ ● 53 ans, directrice d'école aux 4 000 à La Courneuve (93)

La question posée en 2005 : « Pourquoi on ne scolarise pas plus tôt les tout-petits ? »

■ « Cinq ans après, la situation n'a fait qu'empirer. En Seine-Saint-Denis, où la démographie augmente, le problème du nombre d'enfants âgés de 3 ans scolarisés n'est même plus à l'ordre du jour. La scolarisation en maternelle n'a fait que diminuer. Nous sommes passés de 35 enfants de 3 ans scolarisés il y a cinq ans à moins de 10 aujourd'hui. Il faudrait ouvrir des classes et pour cela, il faudrait des enseignants. Mais le nombre de diplômés dans notre département n'a également fait que baisser. On se retrouve aujourd'hui avec des étudiants pour assurer les classes. Sur 480 jeunes qui passent le concours, plus de 160 sont appelés à faire des remplacements. C'est dire dans quelle considération est tenue l'école de la République, pour le 93 en tout cas. »



M.P.B.

(LP/M.C.)

« Aujourd'hui, nos habitations sont propres »

FRANÇOISE BROQUET ● 55 ans, agent d'entretien, Torcy (77)

Question posée en 2005 : « Comment obliger les offices HLM à entretenir leurs immeubles ? »

■ Françoise Broquet habite le quartier du Mail à Torcy depuis 1977 et ne voudrait quitter son logement pour rien au monde. Fin 2005, elle déplorait le manque d'entretien des immeubles HLM dénonçant un bailleur absent, des taudis pour certains locataires et parfois même des murs qui s'écroulaient, la saleté des abords infestés de rats parmi les détritus jonchant les pelouses.

Aujourd'hui, de petits jardins ont poussé. « Du jour où nous avons été reçus à l'Élysée, les choses se sont immédiatement débloquées. On a vraiment été écouté. La mairie a tout de suite réagi. La réhabilitation tant attendue des bâtiments a eu lieu en 2006-2007. Même si nous payons un peu plus cher de loyer, au moins, c'est propre ! Puis, on nous a attribué un gardien exemplaire. Nos rapports sont devenus excellents avec notre bailleur, Batigère. » G.CO.



(LP/G.C.)

« De plus en plus de replis communautaires »

BERNARD DHAILLY ● 61 ans, retraité, Gonesse (95)



(LP/B.A.)

Question posée en 2005 : « Doit-on encore parler d'immigration pour des jeunes nés en France ? »

■ Cinq ans après les émeutes, Bernard Dhailly, président d'une association de locataires à Gonesse (Val-d'Oise), vit toujours dans une barre qui abrite 260 logements. « Aujourd'hui, ma question serait : pourquoi y a-t-il de plus en plus de replis communautaires ? s'inquiète-t-il. Groupes de jeunes d'un immeuble rassemblés pendant des heures devant un hall, port du voile : les habitants ne cessent de réaffirmer leur appartenance sociale ou religieuse. Cela m'inquiète. En cinq ans, le lien social s'est encore dégradé dans ma ville. Il n'y a plus assez de représentants des institutions dans les quartiers, de policiers de proximité à l'ancienne, qui connaissaient tout le monde et donnaient au besoin un coup de main aux uns et aux autres. N'y a-t-il que des éducateurs ou des médiateurs issus des quartiers capables d'y maintenir la paix sociale ? » B.A.

« La banlieue fait toujours peur »

NOËL ARCEDIANO ● 65 ans, président d'une amicale de locataires, conseiller municipal sans étiquette depuis 2008, Colombes (92)



(LP/V.M.)

Question posée en 2005 : « La banlieue fait peur. Que proposez-vous pour mettre en valeur ses atouts ? »

■ « Rien n'a changé. La banlieue fait toujours peur. Rien n'a été fait. » Habitant de la cité des Grèves, à Colombes, depuis quarante ans, Noël Arcediano n'a « rien vu changer depuis 2005 ». Pis, il constate avec amertume que les jeunes de sa cité, où le trafic de résine de cannabis est florissant, sont « plus encore en désarroi, désœuvrés, paumés ».

Elu PC de 1983 à 2001, puis depuis 2008, mais sans étiquette, il préside depuis des décennies l'Association des Colombiens au tempérament festif, inventif et solidaire (Actifs). Mais tensions et morosité perdurent. « Je n'ai pas l'impression qu'on aille vers une amélioration », grimace Noël Arcediano, déplorant les départs en série de couples trentenaires « qui préfèrent s'installer en province ». « La banlieue fait toujours peur. Et je ne vois pas ce qu'apporte le plan Espoir banlieues de Fadela Amara. » V.M.

« Il faut réunir des états généraux de la jeunesse »

ABDEL ZEHAR ● 40 ans, responsable d'un centre pour jeunes à Villejuif (94)

Question posée en 2005 : « Comment endiguer la violence à l'école ? »

■ Abdel Zehar, responsable d'une structure ouverte qui accueille des jeunes de 8 à 18 ans à Villejuif (Val-de-Marne), estime que le dossier n'a pas été encore traité au fond. Pour lui, « il faut réunir des états généraux de la jeunesse pour

mettre ces problèmes sur la table ! » Ce jeune homme au physique rugbyman qui porte la barbe à la Chabal « voit une montée de la violence chez des adolescents de plus en plus jeunes ». Et selon lui, « la réforme de la carte scolaire n'a rien arrangé : beaucoup de parents changent leurs enfants d'école ou les mettent dans le privé. Dans

certaines collèges sensibles comme Karl-Marx, ça accentue la ghettoïsation. Il faut ajouter à cela le manque de moyens. Les subventions de l'Etat sont en baisse ; les équipes pédagogiques ne restent pas assez longtemps pour construire des projets durables : l'an dernier, une douzaine de profs sont partis du collège Karl-Marx ». L.B.



(LP/L.B.)